

RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE



Quatrième trimestre

2023



Direction générale du Budget

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un peuple - Un but - Une foi



Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

Quatrième trimestre 2023

Avril 2024

SYNTHESE DE LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU QUATRIEME TRIMESTRE 2023

Le présent rapport est préparé en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances et publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2022-12 du 27 décembre 2022 portant Code de transparence dans la gestion des Finances publiques.

Il présente la situation d'exécution du budget de l'État du Sénégal à la fin du quatrième trimestre 2023 au regard des prévisions de la loi n°2022-22 du 9 décembre 2022 portant loi de finances (LF) de l'année 2023 et des différents mouvements de crédits opérés sur la période. Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la loi de finances de l'année.

Les recettes du budget général mobilisées au 31 décembre 2023 s'élèvent à 3 907,84 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 111,7% des prévisions de la LFI 2023.

Les dépenses du budget de l'État (base prise en charge) sont réalisées à hauteur de 4 824,95 milliards FCFA représentant 97,66% des crédits ouverts au 31 décembre 2023.

Le tableau ci-dessous récapitule l'exécution des recettes et des dépenses du budget général, conformément à la présentation générale des ressources et des charges de la loi de finances.

Présentation générale de l'exécution des recettes et des dépenses du budget général à la fin du 4^{ème} trimestre 2023

Rubriques	LFI (1)	Reports de crédits (2)	Modifications (3)	Crédits ouverts/Prév. Fin. (4)	Exéc. (5)	Taux d'exéc. (5/4)
BUDGET GENERAL						
RECETTES						
Recettes fiscales	3052,10			3052,10	3509,88	115,0%
Recettes non fiscales	180,00			180,00	209,37	116,3%
Recettes exceptionnelles						
Total recettes internes	3232,10		0,00	3232,10	3719,25	115,1%
Dons budgétaires	46,00			46,00	74,57	162,1%
Dons en capital	220,00			220,00	114,02	51,8%
Total recettes externes	266,00		0,00	266,00	188,59	70,9%
I TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3498,10		0,00	3498,10	3907,84	111,7%
DEPENSES						
Charges financières la dette publique	424,32		0,00	424,32	569,00	134,10%
Dépenses de personnel	1273,00		0,00	1273,00	1273,28	100,02%
Dépenses d'acquisitions de biens et services	395,76		-31,61	364,16	429,34	117,90%
Dépenses de Transfert courant	1283,65		-44,41	1239,25	1147,68	92,61%
Total dépenses ordinaires	3376,74	0,00	-76,01	3300,72	3419,30	103,59%
Dépenses en capital sur ressources internes	920,31	46,02	5,69	972,02	856,69	88,14%
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	258,95	19,10	-80,77	197,28	122,41	62,05%
Dépenses de transferts en capital	661,36	26,91	86,46	774,73	734,28	94,78%
Dépenses en capital sur ressources externes	667,90		0,00	667,90	548,96	82,19%
Total dépenses en capital	1588,21	46,02	5,69	1639,92	1405,65	85,71%
II TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	4964,95	46,02	-70,32	4940,64	4824,95	97,66%

Comparées au quatrième trimestre 2022, les ressources du budget général ont sensiblement évolué en hausse de 360,52 milliards FCFA en valeur absolue, soit 10,2% en valeur relative. Cette forte hausse est imputable aux ressources internes (+327,25 milliards FCFA, soit +9,65%) grâce au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales qui dépassent l'objectif annuel de la LFI (+115,0%) avec une évolution positive de 374,3 milliards FCFA, (+12%) par rapport à l'année précédente.

1. Les crédits du budget général ouverts par la LFI 2023 pour un montant de **4 964,95 milliards FCFA** sont revus à la baisse de **24,31 milliards FCFA** pour se chiffrer à **4 940,64 milliards FCFA** au 31 décembre 2023. Cette baisse résulte d'une part des ressources additionnelles de **50,08 milliards** et d'autre part, des annulations de crédits opérés pour un montant total de **74,38 Milliards**. Les ressources additionnelles sont constituées de reports de crédits d'investissement pour un montant de **46,02 milliards FCFA** et l'ouverture de nouveaux crédits pour 4,06 milliards suite à l'encaissement, en cours d'année, de recettes issues de l'exploitation du TER et de l'autoroute à péage pour un montant global de 4,06 milliards.

Au 31 décembre 2023, les dépenses exécutées du budget général s'élèvent à **4 824,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 97,66% des crédits ouverts. Ce taux s'explique par le bon niveau d'exécution de toutes les catégories de dépenses à l'exception des dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au titre desquelles seulement 62,05% des crédits sont exécutés au terme de la période sous revue. Cette dernière situation est imputable au démarrage tardif de certaines activités liées aux procédures de passation des marchés publics pour cette catégorie de dépenses.

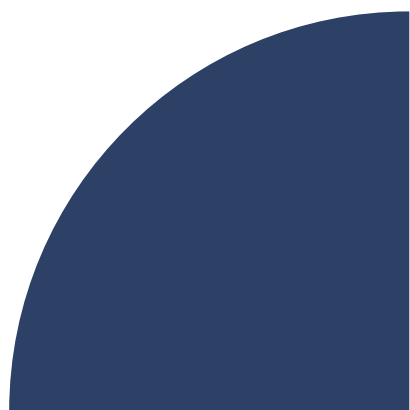
L'exécution des dépenses du budget général est répartie par catégorie de dépenses ainsi qu'il suit :

- Charges financières de la dette publique : **569,00 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **134,10%** ;
- Dépenses de personnel : **1 273,28 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **100,02%** ;
- Dépenses d'acquisitions de biens et services : **429,34 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **117,90%** ;
- Dépenses de Transferts courants : **1 147,68 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **92,61%** ;
- Dépenses d'investissement exécutées par l'État : **122,41 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **62,05%** ;
- Dépenses de transferts en capital : **734,28 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **94,78%** ;
- Dépenses en capital sur ressources externes : **548,96 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **82,19%**.

2. La situation d'exécution du Fonds national de Retraites à fin décembre 2023 se présente comme sui :

- en ressources, le FNR a mobilisé **158,551 milliards FCFA** de recettes au titre des cotisations sociales, soit 118,02% des prévisions annuelles de **134,34 milliards FCFA** et
- en dépenses, les allocations de pensions pour un montant de 128,229 milliards FCFA, soit 95,45% des prévisions annuelles.

A la date du 31 décembre 2023, le FNR dégage ainsi un solde positif de **30,323 milliards FCFA**, contre **30,064 milliards** à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de **0,258 milliards de FCFA** expliquée par une augmentation plus rapide des recettes et de l'effectif des cotisants comparée aux dépenses et à l'effectif des pensionnés.



SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

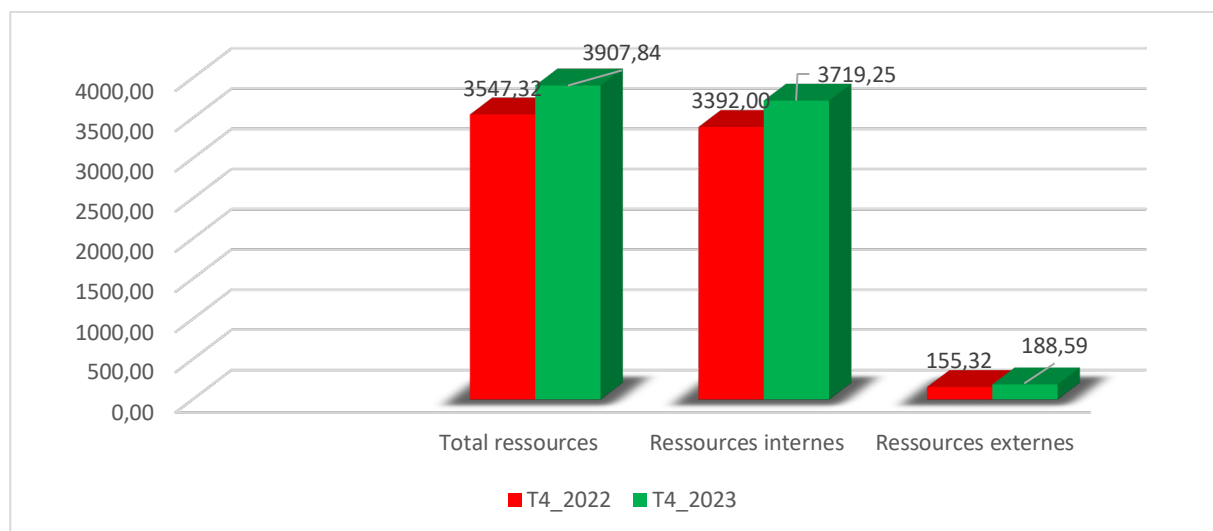
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

A fin décembre 2023, les ressources du budget général mobilisées s'élèvent à **3 907,84 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 111,7% par rapport à l'objectif annuel de **3 498,10 milliards FCFA** fixé par la loi de finances initiale de 2023 (LFI 2023).

Par rapport à la même période en 2022 (**3 392,0 milliards FCFA**), la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse significative de **327,25 milliards FCFA** en valeur absolue, soit 10,2% en valeur relative.

Les ressources du budget général mobilisées à fin décembre 2023 sont essentiellement composées de ressources internes (recettes fiscales et recettes non fiscales) pour une part de 95,17%.

Figure 1 : Évolution des ressources du budget général en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2023



Source : DEES/DGCPT/MFB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

A la fin du quatrième trimestre 2023, les ressources internes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **3 719,25 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 115,0% par rapport à l'objectif annuel de la LFI 2023 (**3 232,1 milliards FCFA**).

Elles sont ainsi constituées de recettes fiscales (**3509,88 milliards FCFA**, soit 94,37%) et de recettes non fiscales (**209,37 milliards FCFA**, soit 5,63%).

Comparé à la même période de l'année 2022, le recouvrement des ressources internes est en hausse de **328,83 milliards FCFA** (9,7%), un bond expliqué principalement par les recettes fiscales qui ont sensiblement cru de **375,93 milliards FCFA** (12,0%).

Par ailleurs, les recettes non fiscales ont baissé d'un montant de **47,09 milliards FCFA** (-18,4%).

Tableau 1 : Situation des recouvrements de recettes internes à la fin du quatrième trimestre 2023 (en milliards FCFA)

Natures des recettes	Recouvrement T4_2022	LFR 2023	objectif T4_2023	Recouvrement T4_2023	Taux d'exécution T4_2023		Evolution T4 2023/T4 2022	
					Trim.	Annuel	En valeur	En %
Recettes fiscales	3133,95	3052,1	3052,1	3509,88	115,0%	115,0%	375,93	12,0%
Recettes non fiscales	256,46	180	180,0	209,37	116%	116,3%	-47,09	-18,4%
Total Recettes	3390,41	3232,1	3232,10	3719,25	115,1%	115,1%	328,83	9,7%

Source : DES/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

Les ressources externes mobilisées à fin décembre 2023 sont constituées des tirages extérieurs sous forme de projets pour un montant de **549 milliards FCFA** et des dons budgétaires de **74,57 milliards FCFA**.

Les ressources sous forme de projet affichent un taux d'exécution de 82,19% par rapport aux prévisions de la LFI de **667,9 milliards FCFA**. Les prêts projets qui en constituent **435,6 milliards FCFA** sont quasi intégralement mobilisés (99,35%) tandis que les promesses de dons en capital de **220 milliards FCFA** n'ont été finalement reçues qu'à hauteur de **114 milliards FCFA**, soit un taux de mobilisation de 51,8%.

Le niveau satisfaisant des prêts projets résulte essentiellement des tirages opérés auprès de la Banque Mondiale (BM), de la Société Générale du Sénégal (SGS), de la Banque Islamique de Développement (BID), de l'Exim Bank Chine et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

Quant aux dons en capital, ils proviennent des principaux partenaires que sont respectivement l'USAID (48,8%), la GIZ (27,7%), l'AFD (9,9%) et la Banque mondiale (9,6%).

Par ailleurs, les prêts rétrocédés et les prêts programme PFOR ont été mobilisés pour des montants respectifs de **73,6 milliards FCFA** et **42,7 milliards FCFA**.

Les principaux projets ayant fait l'objet de rétrocession ont bénéficié au secteur de l'énergie (SENELEC) et à celui de l'eau (projet KMS III réalisé par SONES).

S'agissant des dons budgétaires reçus au cours de l'année 2023, ils s'établissent à **74,7 milliards FCFA**, soit un taux de mobilisation de 162,1% des attentes annuelles.

Tableau 2 : Situation des dons reçus à la fin du 4^{ème} trimestre 2023

Natures des dons	LFR 2023	T4 2022	T4 2023	Taux d'exéc. T4_2023	Evolution T4_2023/T4_2022	
					En valeur	En %
Dons courants	46,00	23,42	74,57	162%	51,15	111,2%
Dons en capital	220,00	131,90	114,02	52%	-17,88	-8,1%
Total ressources externes	266,00	155,32	188,59	71%	33,27	12,5%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 MODIFICATIONS DE CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES

Les crédits de paiement (CP) ouverts par la LFI 2023 ont été revus à la baisse pour un montant de **24,31 milliards FCFA**, passant ainsi de **4 964,95 milliards FCFA** à **4 940,64 milliards FCFA**. Cette baisse résulte, d'une part, des ressources additionnelles de **50,08 milliards FCFA** et d'autre part, des annulations de crédits opérés pour un montant total de **74,38 milliards FCFA**.

Tableau 3 : Situation des modifications de crédits à la fin du quatrième trimestre de 2023 (en milliards FCFA)

Catégories de dépenses	LFI_2023	Reports de crédits	Modifications	Crédits ouverts T4_2023
Charges financières de la dette	424,32		0,00	424,32
Dépenses de personnel	1273,00		0,00	1273,00
Dépenses d'acquisitions de biens et services	395,76		-31,61	364,16
Dépenses de Transfert courant	1283,65		-44,41	1239,25
Dépenses en capital sur ressources internes	920,31	46,02	5,69	972,02
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	258,95	19,10	-80,77	197,28
Dépenses de transferts en capital	661,36	26,91	86,46	774,73
Dépenses en capital sur ressources externes	667,90			667,90
Total budget général	4964,95	46,02	-70,32	4940,64

Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

II.2 EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses du budget général exécutées (base prise en charge) au cours du quatrième trimestre 2023 s'établissent à **4 824,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 97,66% par rapport aux crédits ouverts.

Les crédits ordonnancés et pris en charge sont répartis entre :

- **dépenses ordinaires exécutées pour 3 419,30 milliards FCFA** sur des liquidations de **3 402,19 milliards FCFA**, soit la couverture complète des engagements pris par le Gouvernement ;
- **dépenses en capital pour 1 405,65 milliards FCFA** sur des crédits liquidés d'un montant de **1 405,54 milliards FCFA**, soit la couverture complète des engagements.

Tableau 4 : Situation des dépenses du budget général à la fin du quatrième trimestre de 2023

Catégories de dépenses		Liquidé. CP	CP.Ord	CP. Pris en Char	Taux d'exéc. CP Base Liquidat.
Dépenses ordinaires	Total dépenses ordinaires	3402,19	3401,27	3419,30	100,50%
	Charges financières de la dette	569,00	569,00	569,00	100,00%
	Dépenses de personnel	1273,28	1273,28	1273,28	100,00%
	Dépenses d'acquisition de biens et services	412,28	411,36	429,34	104,14%
	Dépenses de transferts courants	1147,63	1147,63	1147,68	100,00%
Dépenses en capital	Total dépenses en capital	1405,54	1405,52	1405,65	100,01%
	Dépenses en capital sur ressources internes	856,59	856,56	856,69	100,01%
	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	122,04	122,02	122,41	100,30%
	Dépenses de transferts en capital	734,54	734,54	734,28	99,96%
	Dépenses en capital sur ressources externes	548,96	548,96	548,96	100,00%
TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL		4807,73	4806,79	4824,95	100,36%

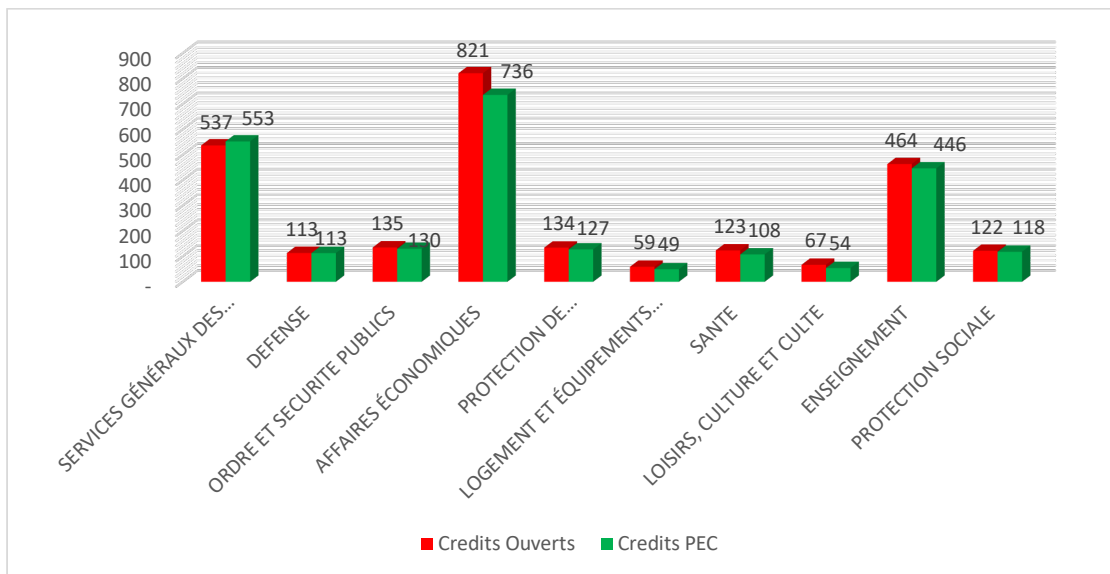
Source : TOFE/DGCPT/MFB et SYSBUDGEP/DGB/MFB

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement (hors salaires et intérêts sur la dette publique) financées sur ressources internes ressortent à **2 433,71 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 94,50% par rapport aux crédits ouverts de la gestion. Elles sont réparties comme suit :

- **dépenses ordinaires : 1 577,02 milliards FCFA**, soit 98,35% des crédits ouverts ;
- **dépenses en capital : 856,69 milliards FCFA**, soit 88,14% des crédits ouverts.

La répartition de ces dépenses sur ressources internes selon l'objet socio-économique se présente comme suit :

Figure 2 : Exécution des dépenses sur ressources internes (hors charges financières de la dette et dépenses de personnel) réparties par fonction à la fin quatrième trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

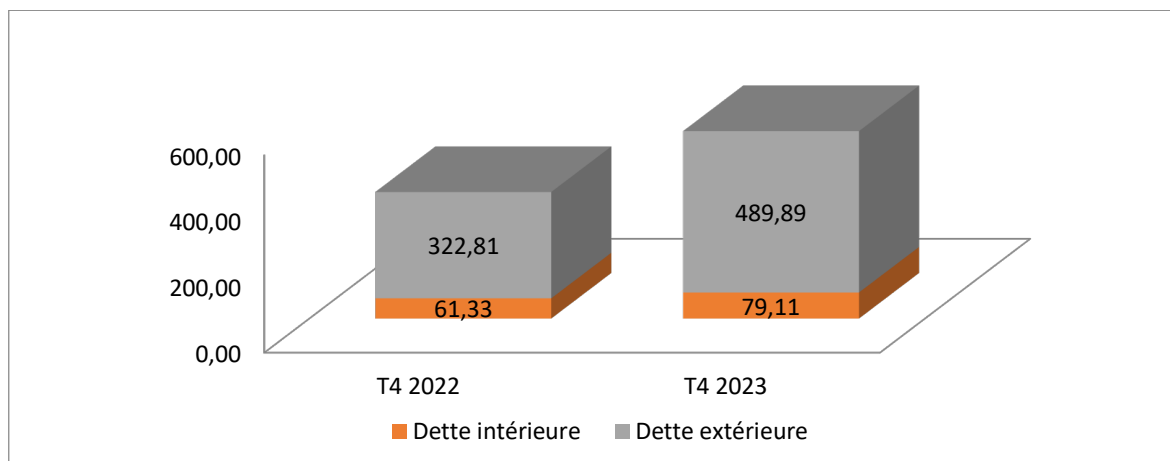
II.3 EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES

1. Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette exécutées au cours du quatrième trimestre 2023 s'élèvent à **569 milliards FCFA**, soit largement au-dessus **des prévisions de la LFI 2023 (134,1%)**.

Comparées à la même période de l'année précédente, les charges financières ont évolué en hausse de 48,1% (**+184,86 milliards FCFA**). Cette hausse est expliquée par les charges des dettes extérieure et intérieure qui ont enregistré respectivement une augmentation sensible de 52% (**+167,08 milliards FCFA**) et 29% (**+17,78 milliards FCFA**).

Figure 3 : Evolution des charges financières de la dette à la fin du 4^{ème} trimestre 2023



Source : TOFE/DEES/DGCPT/MFB

2. Dépenses de personnel

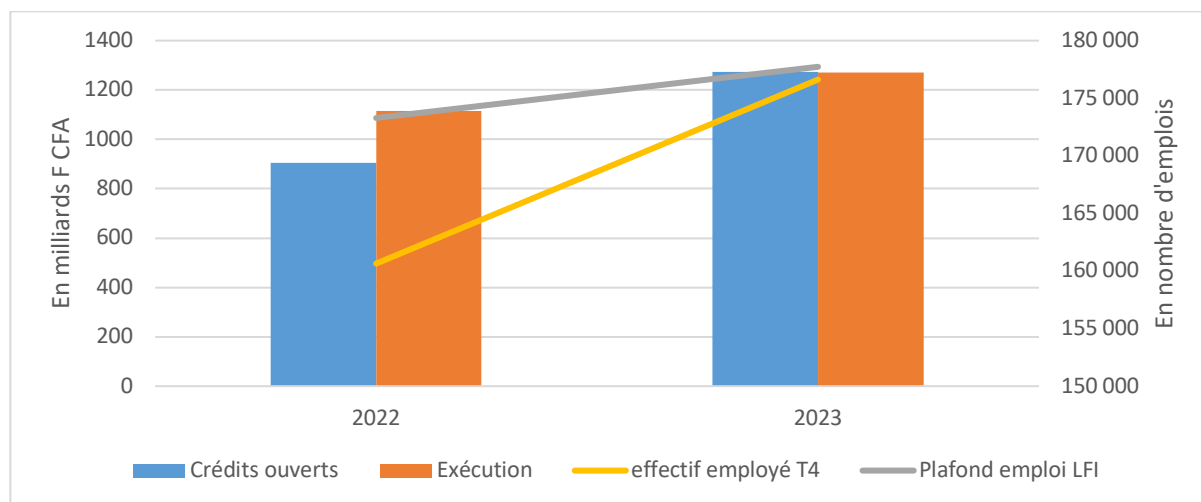
Au 31 décembre 2023, les dépenses de personnel exécutées s'élèvent à **1 273,28 milliards FCFA**, soit **100,02% des crédits ouverts (1273 milliards FCFA) par rapport à la LFI 2023**.

Comparées au 31 décembre 2022, les dépenses de personnel ont augmenté de **157,45 milliards FCFA**, soit **14,1% en valeur relative**. Cette hausse est imputable à la revalorisation des salaires dans la fonction publique et à la prise en charge des échéances de 2023 liées aux accords signés en 2022 avec les syndicats des acteurs de l'éducation, de la santé et à l'augmentation des effectifs mis en solde.

L'effectif des agents de la fonction publique se chiffre à **176 620 agents** à la fin du quatrième trimestre de 2023, soit une progression de **6,79%** par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente (**11 235 agents**). Sa répartition par section est composée comme suit : **53,6%** sont dans les secteurs « **Education et Formation Professionnelle** », **28,8%** dans les secteurs « **Forces de Défenses et de Sécurité** », **5,9%** pour le secteur de la Santé. Les secteurs « **Finances** » et « **Justice** » font respectivement **3,1%** et **2,2%**. Les **6,4%** restants sont répartis entre les autres secteurs

Les dépenses de personnel (hors bulci) sont principalement portées par les secteurs « Education nationale et formation professionnelle » (**54%**) soit **678,995 milliards**, « défense et sécurité » (**23 %**) soit **286,066 milliards** et « Santé » (**6,11%**) soit **76 milliards**.

Figure 4 : Evolution de la masse salariale et des effectifs au 4^{ème} trimestre 2023



Source :DS/DGB/MFB pour l'effectif employé, le plafond emploi et les crédits ouverts ; TOFE/DEES/DGCPT/MFB pour les dépenses exécutées

3. Autres dépenses ordinaires

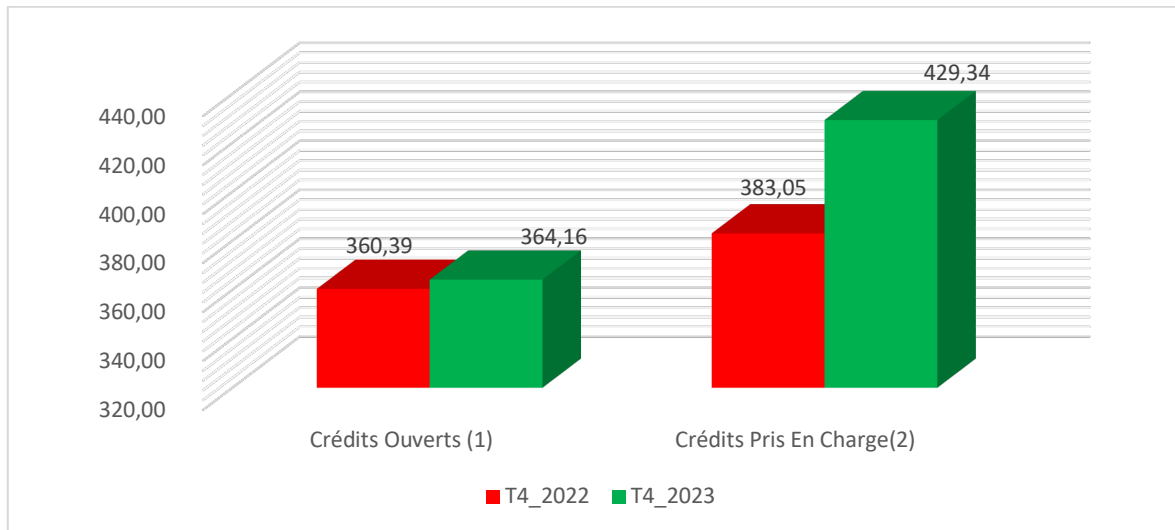
Les autres dépenses ordinaires comprennent :

- les dépenses d'acquisition de biens et services destinées au fonctionnement des services des ministères et des institutions et ;
- les dépenses de transferts courants destinées aux charges d'exploitation d'entités externes au budget général de l'État ainsi qu'aux appuis à des catégories socio-professionnelles de la population.

3.1 Dépenses d'acquisition de biens et de services

Au 31 décembre 2023, les dépenses d'acquisition de biens et de services sont exécutées à **429,34 milliards FCFA** soit 117,90% des crédits ouverts contre **383,05 milliards FCFA** (106,29%) un an auparavant.

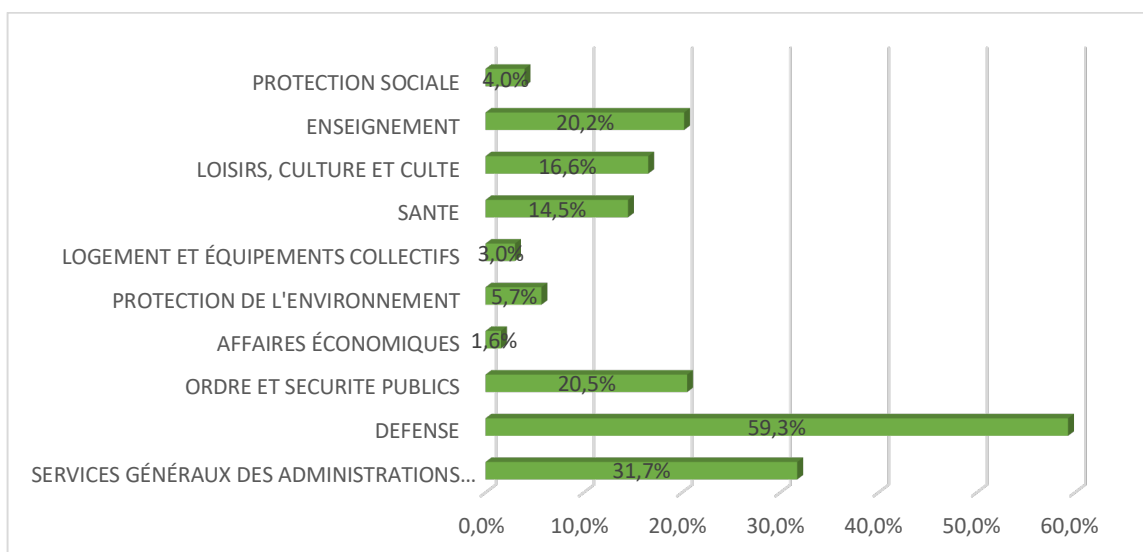
Figure 5 : Évolution de l'exécution des dépenses d'acquisition de biens et de services à la fin du 4^{ème} trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et services se présentent comme suit :

Figure 6 : Taux d'exécution des dépenses d'acquisition de biens et de services à la fin du 4^{ème} trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Les taux d'exécution affichés sont essentiellement portés par :

- la « **défense** » (**59,3%**) en liaison avec les programmes « Défense du territoire national » (**99,52%**) et « **Sûreté publique et maintien de l'ordre** » (**99,99%**) pour l'alimentation des corps de troupe et les primes d'intervention journalière et ;
- les « **services généraux des administrations publiques** » (**31,7%**) à travers la dotation des charges non réparties qui a enregistré, au niveau des impôts et taxes payés sur les marchés sur ressources extérieures, une forte mobilisation des crédits de **84,70 milliards FCFA (53,65%)** sur une prévision initiale de **5,61 milliards FCFA**, en raison de son caractère évaluatif. On peut également citer le paiement des dépenses permanentes pour **22,06 milliards FCFA (95,63%)** destinés à la prise en charge des factures d'eau de l'administration centrale.

Parmi les autres secteurs porteurs, on peut également citer :

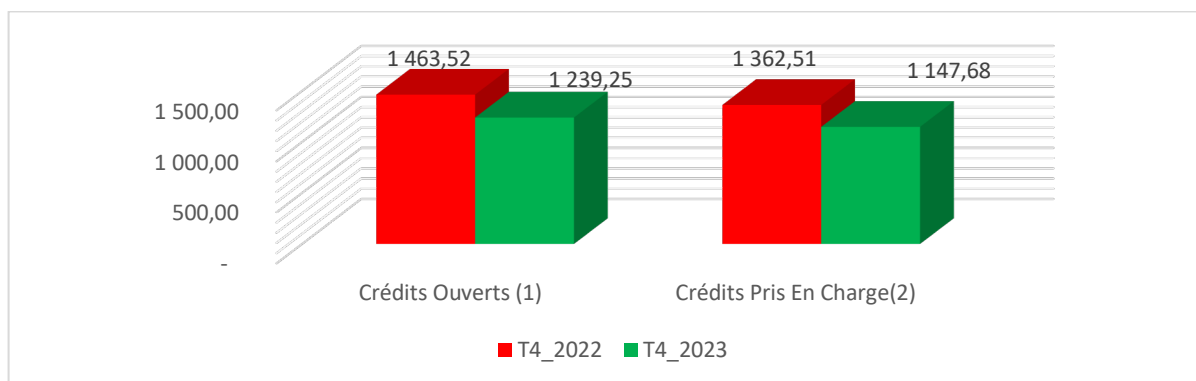
- l'« **Enseignement** » (**20,2%**) : en liaison avec les programmes « **Enseignement Élémentaire** » (**47,59%**) dont 85,4% des crédits sont destinés à l'activité de l'organisation des enseignements et apprentissages et « **Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative** » (99,90%) qui regroupent l'essentiel des crédits destinés au paiement des professeurs et maîtres contractuels de l'Éducation pour un montant de **22,38 milliards FCFA** ;
- les « **loisirs, culture et culte** » (16,6%), porté principalement par le programme « **Développement de la Pratique et des Infrastructures sportives** » (97,5%) avec une mobilisation totale des crédits destinés pour les « **Championnats d'Afrique de diverses disciplines sportives** » ;
- la « **santé** » (14,5%) avec le programme « **Pilotage, Coordination et Gestion administrative** » (**99,7%**) du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

Enfin, d'autres secteurs ont été beaucoup moins performants, notamment la « **protection de l'environnement** » (5,7%), la « **protection sociale** » (4,0%), les « **logements équipements collectifs** » (3,0%), et les « **affaires économiques** » (1,6%).

3.2 Dépenses de transferts courants

Les dépenses de transferts courants sont prises en charge à hauteur de **1 147,68 milliards FCFA** à fin décembre 2023, soit un taux de 92,61% (contre **1 239,25 milliards FCFA** un an auparavant).

Figure 7 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts courants à la fin du 4^{ème} trimestre 2023

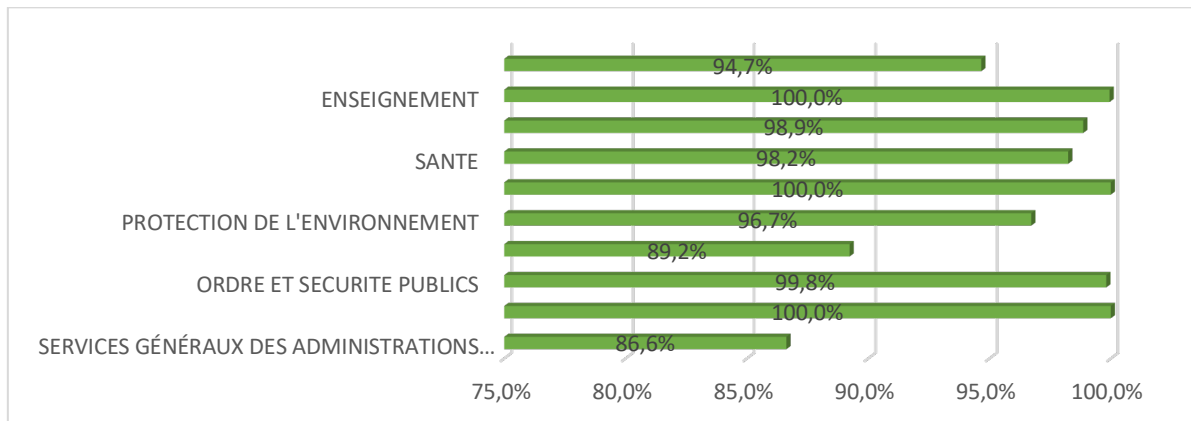


Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Le niveau d'exécution satisfaisant des dépenses de transferts courants est expliqué par la forte mobilisation effectuée pour le secteur de l'énergie et au niveau de l'enseignement, des logements et équipements collectifs, de la défense, de la protection de l'environnement, de l'ordre et la sécurité publique, de la protection sociale et des loisirs, cultures et culte.

Par destination fonctionnelle, la répartition des crédits se présente comme suit :

Figure 8 : Taux d'exécution des transferts courants selon la fonction de la dépense à la fin du 4^{ème} trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

- l'« **Enseignement** » (**100%**) est porté par le programme « Œuvres sociales universitaires » en raison des transferts totalement versés pour prendre en charge les bourses universitaires nationales et étrangères, soit **82,26 milliards FCFA** et les subventions pour les centres des œuvres sociales (**100 %**), soit **59,82 milliards FCFA** et le programme « **Éducation supérieure** » (99,98%) pour les subventions faites aux Instituts d'Enseignement supérieurs (IES) et aux Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) à hauteur de **100%** ;
- la « **Défense** » qui a enregistré un taux d'exécution relativement satisfaisant avec une mobilisation totale des crédits ouverts ;
- les « **logements et équipements collectifs** » (**100%**) avec le programme « **Logement, construction d'équipement et d'infrastructures publiques** » destinés au paiement des loyers des bâtiments administratifs qui a été entièrement mobilisé ;
- l'« **Ordre et la sécurité publics** » (**99,8%**) supporté par le programme « **Sécurité publique** » (**100%**) avec la mobilisation des crédits destinés au paiement des salaires des agents de sécurité de Proximité (ASP) qui ont été mobilisés intégralement et celui des auxiliaires de Police dans le cadre du programme Emploi des Jeunes (**100%**) ;
- les « **Loisirs, cultures et culte** » (98,9%) ;
- la « **santé** » (**98,2%**) a aussi enregistré un taux d'exécution relativement satisfaisant, porté essentiellement par les programmes « **Pilotage, Coordination et Gestion administrative** » (**100%**) du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale et celui « Santé de référence » (**95,7%**) en liaison avec les « offre de services de soin de référence » ;
- la « **protection de l'environnement** » (**96,7%**) portée par le programme « **Cadre de vie** » (96,6%) avec la mobilisation intégrale des crédits destinés à la Société nationale de gestion intégrée des déchets (SONAGED) et aux salaires pour les Volontaires du nettoyage / Emploi des jeunes qui

- ont enregistré un taux d'exécution de 89,7% ;
- la « protection sociale » (94,7%) ;
 - les « **Affaires économiques** » (89,2%) portées par :
 - l'exécution à hauteur de 100% des crédits ouverts au titre de la rémunération des services publics au profit de la société Dakar Dem Dikk ;
 - la mobilisation à hauteur de 99,9% des crédits ouverts pour l'accès aux intrants agricoles et ceux ouverts pour le suivi le niveau des stocks et des prix (74,5%) soit **57 milliards FCFA** des crédits ouverts pour ce programme ;
 - les « **Services généraux des administrations publiques** » (86,6%) constitués principalement des dotations des institutions constitutionnelles et des charges non réparties (pertes commerciales, frais d'actes et de contentieux...).

4. Dépenses en capital

Les dépenses en capital exécutées s'élèvent au 31 décembre 2023 à **1 524,59 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 95,99% des crédits ouverts contre **91,24%** un an plus tôt. Ces dépenses sont réparties entre :

- les dépenses financées sur ressources internes, exécutées à hauteur de **856,69 milliards FCFA (88,14%)**, contre **1 050,54 milliards FCFA (95,00%)** un an auparavant et ;
- les dépenses financées sur ressources externes exécutées à **549 milliards FCFA (82,2%)**, contre **537,69 milliards FCFA (84,68%)** un an auparavant.

4.1 Dépenses en capital financées sur ressources internes

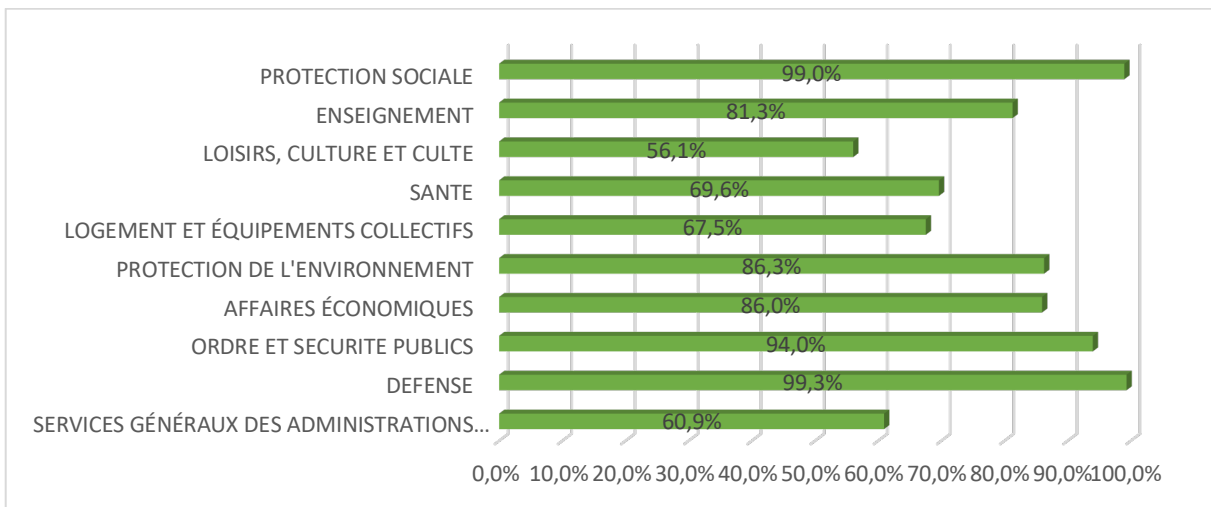
Les dépenses financées sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (catégorie de dépenses 5) et les dépenses de transferts en capital (catégorie de dépenses 6).

Elles ont été prises en charge pour un montant de **856,69 milliards FCFA** correspondant à 88,14% des crédits ouverts et comprennent :

- les investissements exécutés par l'État (**122,41 milliards FCFA**) et ;
- les transferts en capital (**734,28 milliards FCFA**).

Selon la destination socio-économique, la situation d'exécution des dépenses en capital sur ressources internes est présentée par la figure 9 ci-dessous. Ces dépenses sont orientées prioritairement vers les secteurs de la « **défense** » (**99,3%**), la « **protection sociale** » (**99,0%**), l'« **ordre et sécurité publics** » (**94,0%**), la « **protection de l'environnement** » (86,3%), des « **affaires économiques** » (**86,0%**), l'« **enseignement** » (81,3%), la « **santé** » (**69,6%**), les « **logements et équipements collectifs** » (**67,5%**) et les « **services généraux de l'administration** » (**60,9%**).

Figure 9 : Exécution des dépenses en capital sur ressources internes selon la fonction de la dépense à la fin du 4^{ème} trimestre 2023



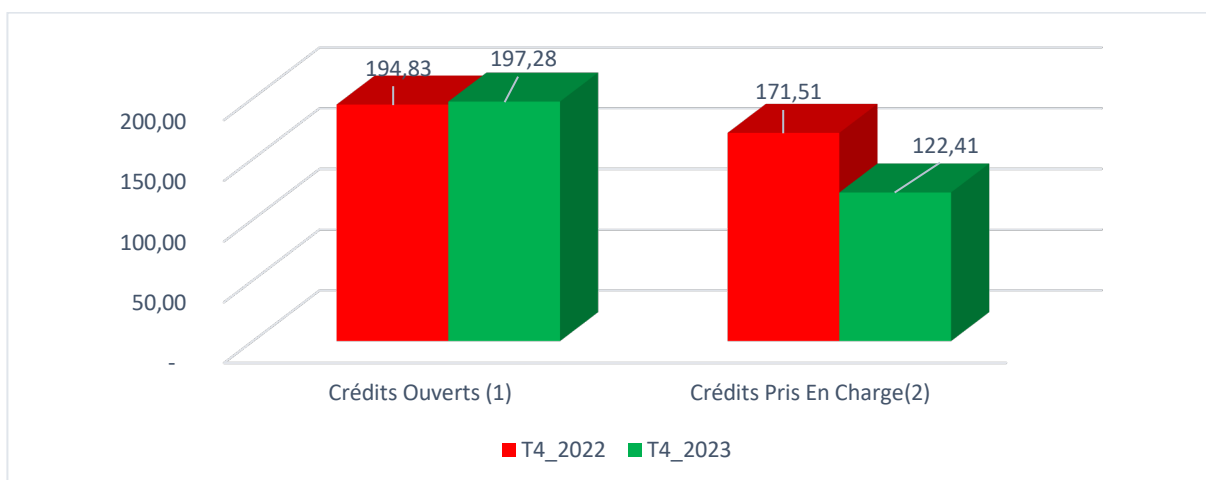
Source: SYSBUDGEP/DGB/MFB

4.1.1 Les Dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Au 31 décembre 2023, les investissements exécutés par l'État ont été pris en charge pour un montant de **122,41 milliards FCFA (62,05%)** contre **171,51 milliards FCFA (88,3%)** à la même date de l'année précédente.

Ce faible taux se justifie par la lenteur dans des procédures de passation des marchés publics.

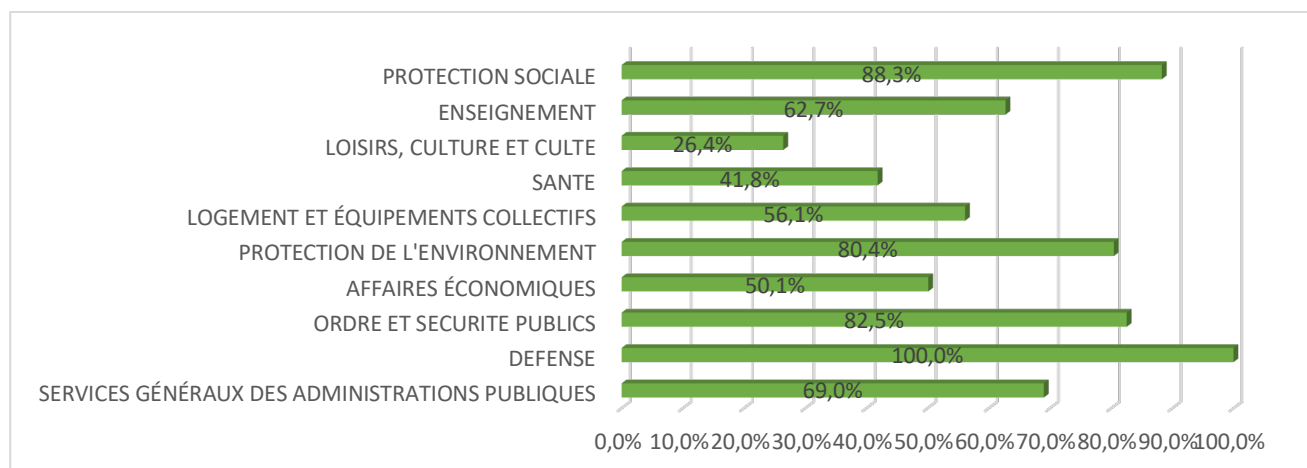
Figure 10 : exécution des crédits de dépenses d'investissements exécutées par l'Etat au 4^{ème} trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Par destination fonctionnelle, les niveaux d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat se présentent comme suit.

Figure 11 : Taux d'exécution des dépenses d'investissement exécutés par l'Etat selon la fonction de la dépense à la fin 4^{ème} trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

En termes de volume, les investissements exécutés par l'État constituent la catégorie de dépenses la plus faible. Cependant, des taux satisfaisants ont été réalisés notamment pour les secteurs de :

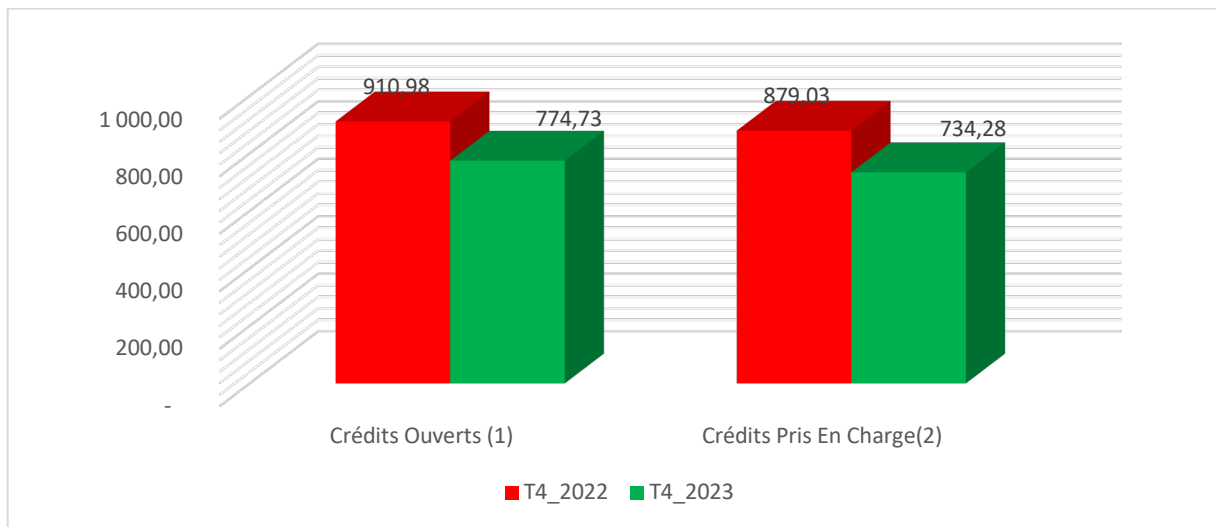
- « Défense » (**100%**) ;
- « Protection sociale » (**88,3%**) ;
- « Ordre et de la sécurité publique » (**82,5%**) porté principalement par le programme « sécurité publique » (**78,77%**) ;
- « Protection de l'environnement » (**80,4%**) ;
- « Services généraux des administrations publiques » (**69,0%**) ;
- « Enseignement » (**62,7%**) ;
- « Logement et équipements collectifs » (**56,1%**) ;
- « Affaires économiques » (**14,5%**).

Par contre, d'autres secteurs tels que la « Santé » et les « Loisirs, culture et cultes » ont été moins performants respectivement des taux d'exécution de **41,8%** et **26,4%**.

4.1.2 Dépenses de transferts en capital

Au 31 décembre 2023, les transferts en capital ont été pris en charge à hauteur de **734,28 milliards FCFA (94,78%)** contre **879,03 milliards FCFA (96,5%)** un an auparavant.

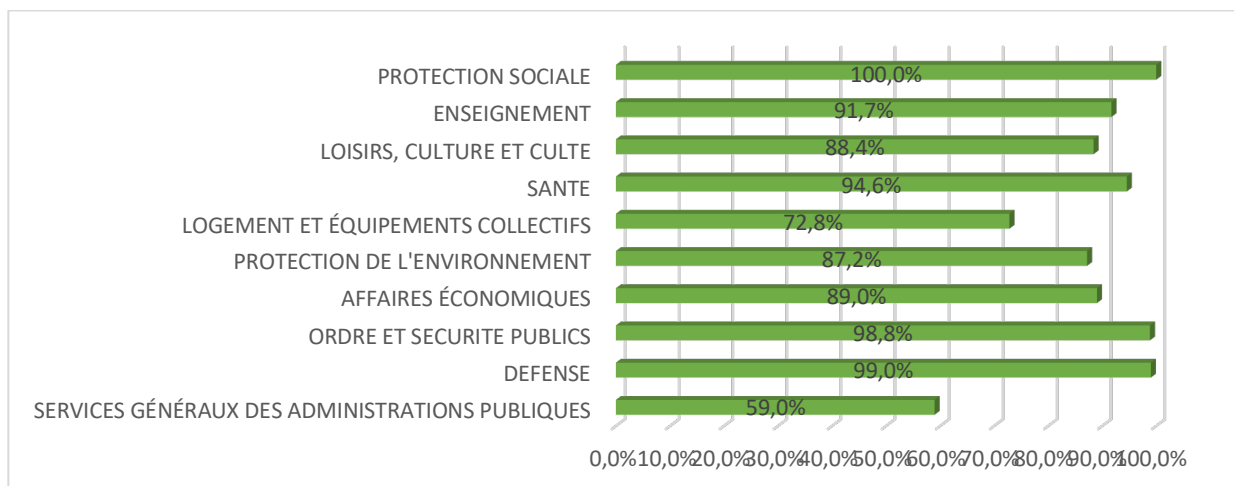
Figure 12 : Evolution de l'exécution des crédits des dépenses de transferts en capital à la fin du 4ème trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

Selon la destination de la dépense par objet, le niveau de mobilisation des transferts en capital est représenté par la figure ci-après.

Figure 13 : Taux d'exécution des dépenses de transferts en capital selon la fonction de la dépense à la fin du 4ème trimestre 2023



Source : SYSBUDGEP/DGB/MFB

A l'analyse, il apparaît que le niveau de mobilisation des transferts en capital est tiré principalement par :

- la « **Protection sociale** » (**100%**) porté principalement par le programme « Equité sociale » qui a pris en charge intégralement les crédits destinés à l'« Allocation bourses de sécurité familiale », soit **49 milliards FCFA** ;

- la « **Défense** » (99,0%) qui a enregistré un niveau d'exécution satisfaisant ;
- « **Ordre et sécurité publics** » (98,8%), tiré par le programme « Pilotage, Coordination et Gestion administrative » du ministère de la justice qui mobilise totalement les crédits ouverts, soit **25 milliards FCFA** ;
- la « **Santé** » (94,6%) tiré par le programme « Pilotage coordination et gestion administrative » du ministère des forces armées en liaison avec le « projet construction et équipement de la polyclinique de HPD » (100%) ;
- l'« **Enseignement** » (91,7%), porté principalement par le programme « Développement des offres de formation professionnelle et technique » (97,2%) ;
- les « affaires économiques » (89,0%) avec les programmes :
 - « **Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières** » (85,0%) au profit du paiement des dépenses liées à l'Entretien Routier / Taxe d'usage de la Route (TUR) (85,2%) et de la réhabilitation du corridor Dakar Bamako (tronçon Kédougou Moussala) (75,7%) ;
 - « **Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire** » (100%) au profit de la Desserte ferroviaire Dakar AIBD (TER) (100%) ;
 - « Augmentation de la productivité et de la valorisation des produits agricoles » qui a mobilisé (100%) des crédits pour le financement de la campagne agricole liée aux activités « Amélioration de la productivité agricole » (100%) et « Programme agriculture durable » (100%) ;
 - « Gestion ressources douanières et protection de l'économie » (100%) lié à l'activité de la Programme de Modernisation de l'administration des Douanes (PROMAD) (100%).
- les « Loisirs, culture et culte » (88,4%), porté par le « projet réhabilitation des édifices religieux (dont Grandes mosquées de Tivaouane, Guédiawaye et Pikine) » (100%).

Il s'ensuit « logement et équipements collectifs » (72,8%) et « services généraux des administrations » (59,0%).

4.2 Dépenses en capital financées sur ressources extérieures

Hors rétrocessions et PFOR, les dépenses en capital financées sur ressources extérieures s'élèvent, à la date du 31 décembre 2023, à **549 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 82,2%.

Les dépenses en capital sur ressources extérieures sont exécutées comme suit :

- prêts projets pour un montant de **434,5 milliards FCFA** sur des prévisions de **435,6 milliards FCFA**, soit une exécution de **99,8%** et ;
- dons en capital pour un montant de **114,3 milliards FCFA** sur des prévisions de **220 milliards FCFA**, soit une exécution de **51,8%**.

Elles sont portées par le secteur quaternaire, qui a mobilisé à lui seul **250,9 milliards FCFA**, soit **37,1%** des ordonnancements.

Les ressources dudit secteur sont principalement captées par :

- Santé et nutrition (**59,8 milliards FCFA**) ;
- Développement social (**48,3 milliards FCFA**) ;
- Hydraulique urbaine et assainissement (**29,1 milliards FCFA**) ;
- Habitat et Urbanisme (**37,8 milliards FCFA**) ;
- Appui institutionnel, renforcement et assistance technique (**37,6 milliards FCFA**) ;
- Education – formation (**26,2 milliards FCFA**).

Le secteur tertiaire a mobilisé des ressources de **229 milliards FCFA** soit 33,9%. Elles ont permis la poursuite de la réalisation des grands projets de l'Etat dans les sous-secteurs des transports routiers (**176,7 milliards FCFA**) et des transports ferroviaires (**43,3 milliards FCFA**).

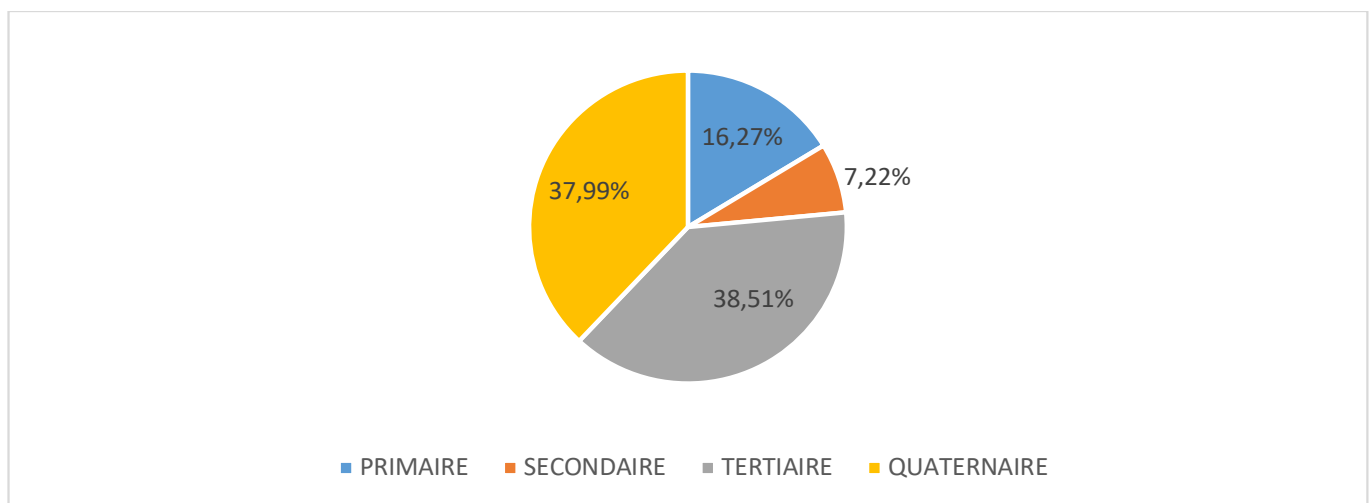
S'agissant du secteur primaire un montant de **106,2 milliards FCFA** a été mobilisé, soit 15,7% des ressources totales au profit des sous-secteurs :

- Agriculture (**92,6 milliards FCFA**),
- Environnement (**12,2 milliards FCFA**),
- Elevage (**0,8 milliard FCFA**),
- Pêche (**0,4 milliard FCFA**),
- Hydraulique Agricole et rurale (**0,1 milliard FCFA**)

Enfin, le secteur secondaire mobilise **89,3 milliards FCFA** soit 13,2% porté par les projets du sous-secteur de :

- l'énergie (**86,7 milliards FCFA**) et ;
- l'industrie (**2,5 milliards FCFA**).

Figure 14 : Répartition des tirages par secteur à la fin du mois de décembre 2023



Source : MFB/DGB/DODP

III. LES RECETTES ET DEPENSES DU FONDS NATIONAL DES RETRAITES (FNR)

Au 31 décembre 2023, la situation d'exécution du FNR fait ressortir un solde cumulé excédentaire d'un montant de **30,323 milliards FCFA**, soit une hausse de **0,258 milliards FCA** par rapport à la même période de l'année précédente (**30,064 milliards FCFA**).

Cette hausse du solde est expliquée par une augmentation des recettes (**+158,551 milliards FCFA**) plus importante que celle des dépenses (**+128,229 milliards FCFA**).

Les recettes du FNR se chiffrent en fin décembre 2023 à **158,551 milliards FCFA**, dont **21,631 milliards FCFA** recouverts dans le cadre du régime complémentaire.

Les dépenses du FNR se chiffrent à **128,229 milliards FCFA**, constituées notamment des allocations de pensions du régime général pour un montant de **127,090 milliards FCFA** des allocations du régime complémentaire de **0,823 milliard FCFA** et des remboursements de cotisations pour un montant de **314,454 milliards FCFA**.

A fin décembre 2023, le nombre total de cotisants est de **138 048** et le nombre de pensionnés de **74 256**, soit un rapport démographique de 1,86 cotisants/allocataire, contre 1,79 un an plus tôt.

Tableau 5 : Situation d'exécution du FNR à la fin du quatrième trimestre 2023 en milliards FCFA

	LF	T4_2022	T4_2023	Ecart n/n-1
Recettes (en milliards F CFA)	134,34	147,538	158,551	11,01
dont régime complémentaire		19,620	21,631	2,011
Nombre de cotisants		130 608	138 048	7 440
Dépenses (en milliards F CFA)	134,34	117,474	128,229	10,75
Nombre Allocataires		73 079	74 256	1177
Solde du FNR	0	30,064	30,323	0,258

Source : DP/DGB/MFB

IV. LES RESSOURCES ET DEPENSES DES ORGANISMES PUBLICS

La situation d'exécution budgétaire des organismes publics au terme du quatrième trimestre 2023 porte sur **174 organismes publics** qui sont constitués ainsi qu'il suit :

- soixante (**60**) agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- cent-quatorze (**114**) établissements publics dont :
 - quarante-et-un (41) établissements publics de santé ;
 - trente-huit (38) établissements d'enseignement supérieur publics et centres d'œuvres universitaires ;
 - quatorze (14) établissements publics à caractère administratif local (les Agences régionales de Développement) ;
 - 11 établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
 - 3 établissements publics scientifiques et techniques (EPST) ;
 - 2 établissements publics professionnels (EPP) ;
 - 3 établissements publics administratifs (EPA) ;
 - 2 établissement public à caractère spécial (FERA et CDC).

1. Situation des budgets prévisionnels

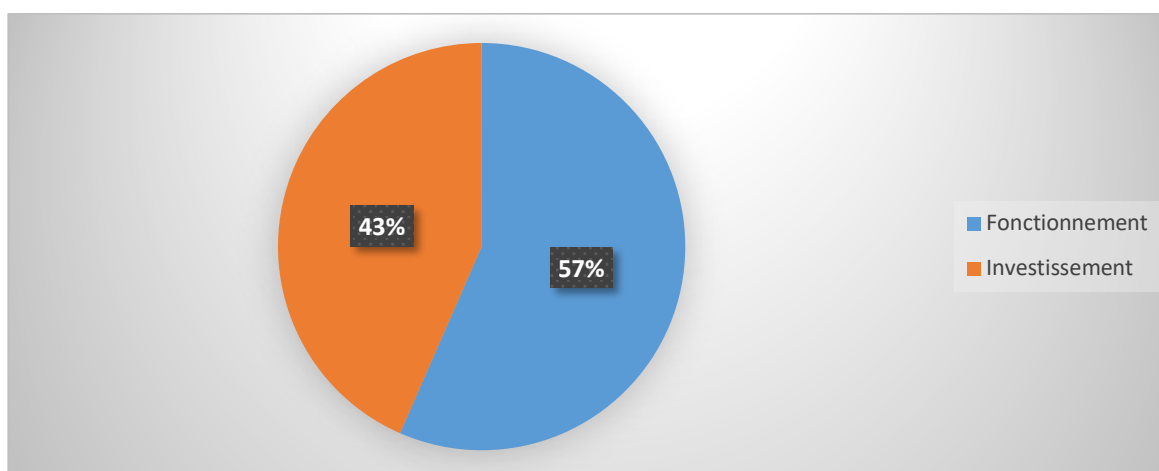
Les entités suivies au quatrième trimestre cumulent, au titre de l'exercice 2023, un budget prévisionnel de **2 822,463 milliards FCFA**.

Les ressources de ces entités comprennent :

- les ressources propres pour **1 295,823 milliards**, soit **45,92%** des prévisions totales de recettes;
- les transferts attendus du budget de l'État pour **726,814 milliards FCFA**, soit **25,75%** des prévisions globales de recettes ;
- les contributions des partenaires techniques et financiers (PTF) pour **767,809 milliards FCFA**, soit **27,21%** des prévisions de recettes totales ;
- d'autres ressources (emprunts) pour **31,660 milliards FCFA**, soit **1,12%** des prévisions de recettes totales.

Les prévisions de dépenses sont réparties en fonctionnement pour un montant de **1 596,484 milliards FCFA** (57% du budget) et en investissement pour **1 225,623 milliards FCFA** (43%).

Figure 15 : Structure par nature du budget prévisionnel des entités suivies au quatrième trimestre 2023



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les prévisions de dépenses de personnel sont évaluées à **319,572 milliards FCFA**. Elles représentent 20,02% des prévisions du budget de fonctionnement et 11,32% du budget global.

2. Situation d'exécution budgétaire

Les ressources mobilisées au 31 décembre 2023 s'élèvent à **2 147,065 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 76,08% des prévisions.

Les réalisations de recettes sont réparties comme suit :

- transferts directs de l'Etat : **553,361 milliards FCFA**, soit 76,14% des prévisions dont **398,395 milliards FCFA** de transferts courants et **154,966 milliards FCFA** en capital, soit des taux de mobilisation respectifs de 86,69% et 57,98%.

Ils représentent 25,77% des recettes globalement mobilisées :

- ressources extérieures (PTF) : **582,760 milliards FCFA**, soit 75,90% et représentent 27,14% des recettes mobilisées ;
- recettes propres : **1 003,689 milliards FCFA**, soit 77,46% des prévisions budgétaires et constituent 46,74% des recettes mobilisées.

Le taux d'exécution globale des dépenses s'établit à 68,26%, soit un montant de **1 926,431 milliards FCFA**.

Les dépenses de fonctionnement sont exécutées à hauteur de **1 209,535 milliards FCFA** et celles d'investissement à **716,896 milliards FCFA**, soit respectivement 75,76% et 58,49% des prévisions.

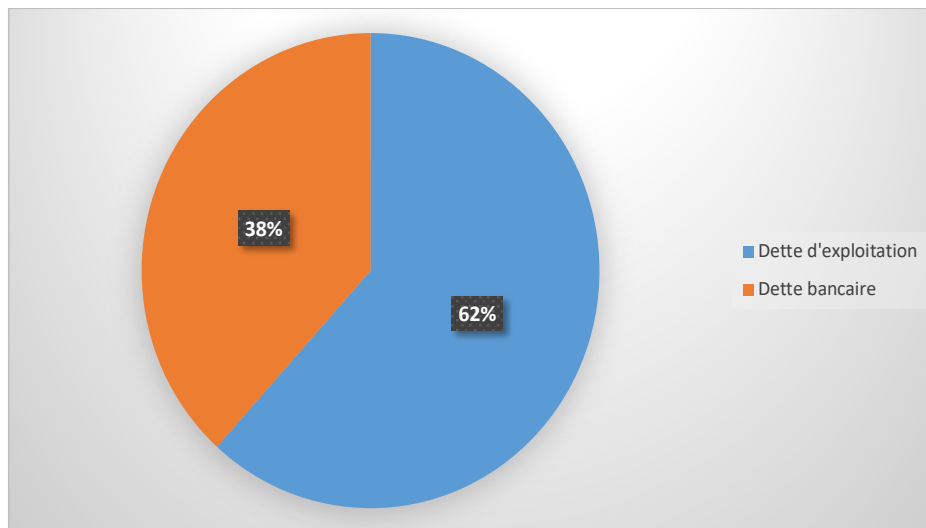
Les dépenses de personnel sont exécutées à hauteur **93,53%**, soit de **298,885 milliards FCFA**, représentant **24,71%** des dépenses de fonctionnement exécutées en 2023.

2.1. Situation de l'endettement

La dette globale des 174 structures se chiffre à **473,942 milliards FCFA**. Elle se décompose en :

- dettes d'exploitation de **292,481 milliards FCFA** et ;
- dettes bancaires de **181,518 milliards FCFA**.

Figure 16 : Structure de la dette des entités suivies au quatrième trimestre 2023

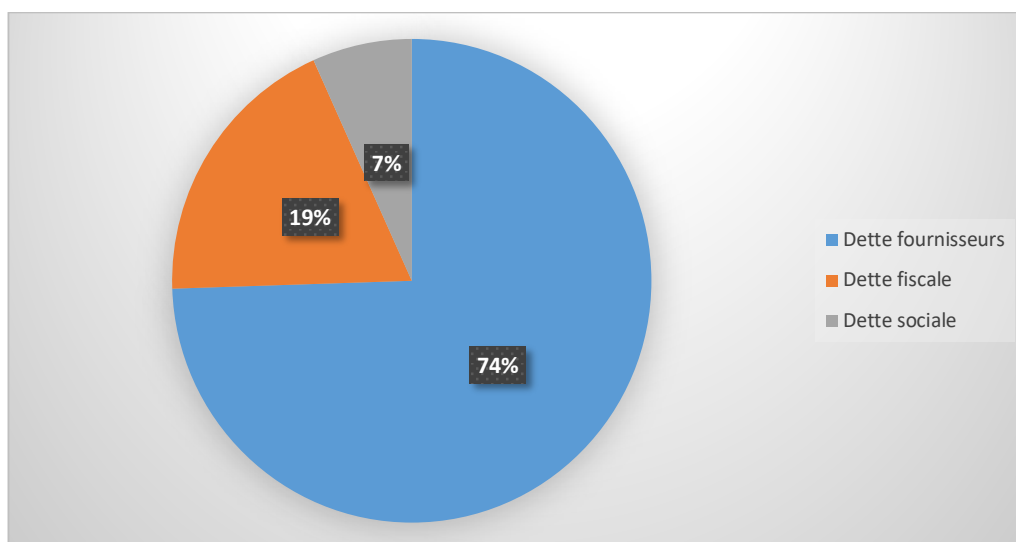


Source : DSP/DGCPT/MFB

La dette d'exploitation qui s'élève à **292,481 milliards FCFA** est ainsi décomposée :

- dettes fournisseurs de **217,837 milliards FCFA**, soit 74% ;
- dettes fiscales de **54,981 milliards FCFA**, soit 19% ;
- dettes sociales de **19,664 milliards FCFA**, soit 7%.

Figure 17 : Structure de la dette d'exploitation des entités suivies au quatrième trimestre 2023



Source : DSP/DGCPT/MFB



ANNEXES

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en F CFA)

Nature de la recette	TRIM_4_2022	TRIM_4_2023
A1 RECETTES	3 545 730 288 036	3 888 236 147 343
A11 Recettes fiscales	3 133 953 211 087	3 490 280 930 250
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	985 342 850 639	1 152 293 924 442
A1111 A la charge des personnes physiques	525 083 819 814	633 127 833 986
A1112 impôts sur les Sociétés et autres entreprises	450 242 025 574	508 976 546 399
A1113 Non ventilables	10 017 005 251	10 189 544 057
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	38 238 699 093	41 193 873 606
A113 Impôts sur le patrimoine	52 665 298 087	65 127 727 253
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	3 818 966 952	6 909 938 235
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	48 846 331 135	58 217 789 018
A114 Impôts sur les biens et services	1 516 603 756 611	1 718 147 383 279
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	1 025 274 966 617	1 201 622 956 735
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	995 397 179 085	1 164 575 557 105
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	-	-
A1142 Accises	307 624 380 145	290 014 183 433
A1144 Taxes sur des services déterminés	-	-
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	85 370 287 854	89 636 362 684
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	955 780 446	1 306 278 664
A11452 Autres	84 414 507 408	89 636 362 684
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	497 200 000 000	463 507 063 608
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	497 200 000 000	463 507 063 608
A1152 Taxes à l'exportation	-	-
A116 Autres recettes fiscales	43 902 606 657	50 010 958 063
A13 Dons	155 315 956 107	188 588 204 291
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	154 751 956 107	178 606 982 826
A1311 Courants	22 851 956 107	64 588 395 900
A1312 En capital	131 900 000 000	114 018 586 926
A132 Reçus d'organisations internationales	564 000 000	9 981 221 465
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-
A14 Autres recettes	256 461 120 842	209 367 012 802
A141 Revenu de la propriété	126 156 004 797	173 574 840 739
A1411 Intérêts	1 194 214 623	850 499 793
A1412 Dividendes	55 327 807 113	69 224 757 632

Annexe 1 : Situation détaillée d'exécution des recettes internes du budget général (en F CFA)

Nature de la recette	TRIM_4_2022	TRIM_4_2023
A1415 Loyers	69 633 983 061	103 499 583 314
A142 Ventes de biens et services	11 722 547 606	17 338 395 293
A1422 Droits administratifs	11 722 547 606	17 338 395 293
A1423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	-	-
A143 Amendes, pénalités et confiscation	75 000	-
A145 Recettes diverses non identifiées	118 582 493 439	18 453 776 770

Annexe 2 : Situation d'exécution des autorisations d'engagement et des crédits de paiement répartis par ministère ou institution, par programme ou dotation et par catégorie de dépenses

Télécharger le tableau sur www.budget.gouv.sn

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 décembre 2023

	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	TOTAL
Présidence de la République	41,35	0,90	0,00	15,46	0,00	0,30	0,00	7,00	0,00	0,12	65,14
Assemblée Nationale	19,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,56
Conseil Economique Social et Environnemental	7,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,54
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	1,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,15
Cour Suprême	0,00	0,00	1,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,90
Cour des Comptes	0,00	0,00	7,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,67
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	9,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,16
Primature	16,31	0,00	0,00	0,91	0,00	0,00	1,00	0,00	2,75	1,44	22,40
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	44,63	0,00	0,31	0,00	0,00	0,00	0,00	1,98	0,00	0,58	47,49
Ministère des Forces Armées	1,49	111,45	1,52	0,00	0,02	0,96	22,89	0,00	0,92	2,86	142,11
Ministère de l'Intérieur	20,54	0,45	69,42	0,25	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,05	90,73
Ministère de la Justice	0,00	0,00	45,27	0,02	0,00	0,00	0,02	0,00	1,80	5,17	52,27
Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	4,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,47	0,00	0,00	0,00	0,02	4,52
Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	0,00	0,00	0,08	3,58	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,86	4,62
Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	0,00	0,00	0,06	14,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,01	15,08
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	0,00	0,00	0,00	189,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,29	0,02	189,99
Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	0,00	0,00	0,00	102,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00	102,29
Ministère des Finances et du Budget	45,98	0,00	1,34	38,62	0,00	0,60	0,00	0,00	1,28	0,26	88,07

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 décembre 2023

	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLIQUES	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	TOTAL
Ministère du Pétrole et des Energies	0,00	0,00	0,00	87,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	87,21
Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0,00	0,00	0,00	67,36	0,00	2,33	0,00	0,00	0,00	0,01	69,69
Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	1,05	0,00	1,13	0,00	57,56	18,45	0,00	1,77	0,00	0,02	79,99
Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	0,00	0,00	0,00	7,18	0,00	0,00	0,13	0,00	0,44	0,01	7,76
Ministère du Tourisme et des Loisirs	0,00	0,00	0,00	8,48	0,00	0,00	0,00	0,01	0,06	0,00	8,56
Ministère de l'Éducation Nationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,02	117,20	0,01	117,29
Ministère des Sports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,54	0,13	0,02	9,68
Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,69	0,38	0,01	15,09
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83,27	0,00	0,71	1,14	85,18
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0,08	0,00	0,00	14,40	0,00	0,00	0,07	4,67	0,00	0,01	19,23
Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	0,00	0,00	0,00	13,30	10,45	0,13	0,00	0,00	0,01	0,01	23,91
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,23	8,08	10,31
Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	0,00	0,00	0,00	3,93	0,00	0,00	0,00	0,00	37,97	0,01	41,91
Charges non Réparties	269,58	0,00	0,00	68,04	0,00	4,93	0,00	0,00	0,00	0,00	342,54
Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération	25,61	0,00	0,00	4,99	0,00	0,00	0,00	1,54	0,00	0,00	32,14
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	0,54	0,00	0,00	9,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	10,40

Annexe 3 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par ministère ou institution selon la fonction (en milliards FCFA) au 31 décembre 2023

	SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	DEFENSE	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	AFFAIRES ÉCONOMIQUES	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	SANTÉ	LOISIRS, CULTURE ET CULTES	ENSEIGNEMENT	PROTECTION SOCIALE	TOTAL
Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	0,00	0,00	0,00	16,45	0,00	0,00	0,00	12,77	0,00	0,12	29,35
Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	0,36	0,00	0,00	3,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,36	5,91
Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	43,74	0,00	0,00	11,47	39,23	0,02	0,00	0,00	0,00	0,03	94,48
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	0,53	0,00	0,00	2,13	20,19	21,17	0,00	0,00	0,00	0,04	44,05
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0,28	0,00	0,00	4,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	4,82
Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	0,00	0,00	0,00	5,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,86
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280,04	0,08	280,32
Ministère des Mines et de la Géologie	0,00	0,00	0,00	7,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	7,06
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Équité Sociale et Territoriale	0,00	0,00	0,00	34,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94,39	129,29
	552,62	112,80	129,83	735,57	127,45	49,35	107,56	53,99	446,44	118,10	2433,71

Annexe 4 : Situation d'exécution des crédits de paiement répartis par fonction selon la catégorie de dépenses (en milliards F CFA) au 31 décembre 2023

Libellé Division	3. Dépenses d'acquisition de biens et services	4. Dépenses de transferts courants	5. Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	6. Dépenses de transferts en capital	Total général
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	183,04	287,86	18,21	63,52	552,62
DEFENSE	67,18	1,31	14,71	29,60	112,80
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	27,72	40,38	16,12	45,61	129,83
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	13,28	340,88	17,55	363,87	735,57
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	8,01	47,20	9,20	63,03	127,45
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	1,89	19,05	7,46	20,94	49,35
SANTE	17,98	55,68	9,62	24,28	107,56
LOISIRS, CULTURE ET CULTE	11,23	26,13	4,08	12,54	53,99
ENSEIGNEMENT	94,14	277,74	20,69	53,87	446,44
PROTECTION SOCIALE	4,85	51,45	4,78	57,02	118,10
TOTAL	429,34	1147,68	122,41	734,28	2433,71



CONTACT



Avenue Carde x René Ndiaye -
Immeuble CCAP Dakar, BP 4017



infos@budget.gouv.sn-
www.budget.sec.gouv.sn



+221 33 826 40 35